

**Politique étrangère - Iran -  
Etats-Unis - Syrie - Russie - Italie -  
Union européenne - Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
avec "France Inter"  
(Paris, 23 mai 2018)**

Q - Bonjour Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous ce matin sur France Inter. Votre homologue américain, le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, dans un discours très dur, a promis d'imposer à l'Iran, je cite, " les sanctions les plus dures de son histoire " si Téhéran ne se pliait pas à douze conditions draconiennes. Cette menace est-elle acceptable ?

R - Nous avons, avec Mike Pompeo, des préoccupations communes à l'égard des risques que fait courir l'Iran sur l'ensemble de la région. Nous avons une préoccupation commune devant leur frénésie missilière, qui consiste à se doter de manière intense de moyens d'intervention balistiques contre des pays voisins, des territoires proches. Cela est condamnable.

Nous avons aussi un autre accord avec les Etats-Unis, c'est le fait que l'Iran a une tentation hégémonique sur l'ensemble de la région et cela, ce n'est pas acceptable.

Mais nous avons, avec Mike Pompeo, un désaccord de fond et un désaccord de méthode. Nous avons un désaccord de fond parce que nous estimons que l'acquis issu de l'accord de Vienne, qui empêche réellement l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire, est un acquis considérable parce que le danger le plus grave pour la sécurité de la planète, singulièrement la sécurité de la zone du Proche et Moyen-Orient, c'est le fait qu'un pays puisse avoir l'arme nucléaire et s'en servir.

Q - Cet accord n'est pas mort ? Vous le redites ce matin ?

R - Cet accord n'est pas mort. Je le dis avec beaucoup de clarté : cet accord n'est pas mort. Il y avait plusieurs signataires dans l'accord ; les Etats-Unis s'en sont retirés ; la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Chine, la Russie en font toujours partie.

Nous avons donc ce désaccord de fond parce que cette avancée-là vers la non-prolifération est une avancée tout à fait considérable qu'il faut respecter. C'est un acquis qu'il faut maintenir.

Puis nous avons un désaccord sur la méthode, parce que nous considérons que cet ensemble de sanctions qui va être organisé contre l'Iran ne va pas favoriser le dialogue ; au contraire cela va favoriser en Iran la présence et la puissance des conservateurs. Cela va affaiblir le président Rohani qui voulait négocier et qui a abouti à ce résultat. Finalement, cette posture risque de mettre davantage en danger la région que cela ne l'est aujourd'hui. Donc, nous avons ces désaccords.

Puis, nous avons aussi un autre problème qui vient d'être évoqué qui est celui de la sécurité de nos entreprises et des capacités pour l'ensemble des activités économiques de donner à l'Iran les compensations qu'il peut attendre, que ce pays peut attendre du fait qu'il ait renoncé à l'arme nucléaire. C'était l'enjeu des accords de Vienne.

Q - Monsieur le Ministre, sur les entreprises. Après Total, c'est Engie qui annonce arrêter ses activités en Iran par crainte des sanctions américaines. Est-ce que vous comprenez ces décisions ?

R - Elles anticipent sur ce qu'elles pensent être la réalité de demain. Nous - quand je dis "nous", ce sont les Européens -, nous sommes tout-à-fait opposés à ces mesures. Ce sont des mesures que l'on appelle extraterritoriales.

Q - Mais alors pourquoi se plie-t-on à ces diktats américains ?

R - On ne se plie pas. Il y a eu, il y a quelques jours, une réunion des Européens, puis une réunion à Sofia des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne qui a manifesté sa volonté, sa détermination à faire en sorte qu'il y ait une sécurisation autant que possible des entreprises qui travaillent avec l'Iran, parce que nous n'avons pas quitté l'accord et nous voulons le respecter.

Q - La réaction n'est pas trop faible ? C'est très bien de dire " on conteste, on condamne ".

R - On ne fait pas que ça.

Q - François Hollande a dit hier : "si les Etats-Unis sanctionnent les entreprises européennes, il faudrait que l'Europe ait le courage de la réciprocité", que, nous, on sanctionne les entreprises américaines. Ce n'est pas faisable, ça ?

R - Nous ne faisons pas que protester. Nous avons d'abord demandé, et là c'est une demande de respect du droit, à ce que les entreprises, qui ont investi en Iran depuis l'accord de Vienne en toute légalité, puissent continuer leurs investissements, qu'ils soient respectés, ce que l'on appelle en termes communs "la clause grand-père".

Et puis nous avons décidé de mettre en oeuvre un dispositif qui permet de donner des garanties aux entreprises européennes qui interviendront en Iran. Il s'agit d'un mécanisme financier qui permet d'immuniser les investissements et ne pas être dépendant du dollar ou ne pas être dépendant des mesures ou des sanctions prises par les Etats-Unis.

Q - Ça veut dire quoi ?

R - Cela veut dire très concrètement...

Q - Cela veut dire que, si j'ai une entreprise française, je pourrais faire du business en euro avec l'Iran oui ou non ?

R - Cela veut dire que nous allons mettre en place un dispositif qui le permettra et qui permettra d'être exclu des sanctions américaines qui sont inacceptables. On ne peut pas, nous, reconnaître légitime une intervention américaine qui consiste à dire : "vous êtes une entreprise qui n'est pas une entreprise américaine, qui intervenez en Iran, mais, nous, nous ne voulons pas que vous interveniez en Iran, donc on va vous sanctionner même si vous n'êtes pas américaine parce que vous faites du commerce en dollars". Ce n'est pas acceptable et il faut une position ferme de l'Union européenne. C'est le cas.

Q - Quand on voit comment le ton monte entre les Etats-Unis et l'Iran, est-ce qu'il y a des risques sérieux de guerre au Proche-Orient, Monsieur le Ministre ?

R - Oui, je pense que nous assistons à une situation où les tensions sont graves, l'instabilité est majeure. Et ce qui est nouveau depuis quelque temps, depuis quelques semaines, c'est le fait que l'enjeu syrien et l'enjeu iranien sont en train de fusionner et qu'il y a des risques de déflagration régionale ; on l'a vu récemment parce que, par exemple, des armes iraniennes basées en Syrie - pas en Iran mais en Syrie - ont frappé Israël et Israël a riposté en Syrie.

Q - Donc, vous êtes inquiet ce matin ?

R - Toutes les conditions sont réunies pour que, si d'aventure un acte était commis, peut-être pas volontairement ou peut-être volontairement, il peut y avoir un embrasement. Donc dans une situation de graves tensions internationales il faut garder son sang-froid, il faut parler à tout le monde et il faut essayer d'engager des processus de paix sur l'ensemble des théâtres concernés, c'est ce que nous faisons.

Q - Demain, à Saint Petersburg, Emmanuel Macron évoquera évidemment la Syrie avec Vladimir Poutine. L'émissaire de Vladimir Poutine au Proche-Orient a fait une déclaration passée inaperçue il y a quelques jours, la Russie demande que tous les contingents étrangers - les Américains, les Turcs, le Hezbollah - quittent la Syrie. Diriez-vous que c'est un premier pas encourageant ?

R - On va le vérifier. La déclaration est suffisamment vague pour demander des explications. Car il se trouve qu'en Syrie, il y a beaucoup de forces étrangères. Il y a, c'est vrai, les forces de la coalition, des forces américaines, turques, iraniennes, russes, il y a très peu de forces françaises...

Q - Il y a très peu de forces françaises mais il y en a ?

R - Très peu, c'est de la vigilance tout simplement. Si c'est cela, oui pourquoi pas. Mais cela signifie qu'il faut engager un processus de paix concernant la Syrie et aujourd'hui le processus de paix est bloqué.

Q - La Russie vous semble-t-elle mûre aujourd'hui ?

R - La Russie n'a pas intérêt à ce que la situation en Syrie s'envenime. D'abord parce que cela lui cause beaucoup de déboires au niveau de son image à l'international, mais aussi parce qu'elle a ses propres risques terroristes, ce qui d'ailleurs est l'un de nos points communs. Il y a une convergence d'intérêts entre la Russie et la France, l'Europe, sur la lutte contre le terrorisme. Elle n'a pas intérêt au maintien d'une situation dont elle voit bien qu'aujourd'hui l'ensemble des canaux de négociation qu'elle a essayé elle-même de mettre en oeuvre est bloqué.

Il faut rétablir le lien entre toutes les puissances qui sont concernées par l'avenir de la Syrie, faire en sorte qu'il y ait un agenda, sous la houlette des Nations unies, qui puisse se mettre en oeuvre. C'est ce que demande le président Macron. Aujourd'hui, je constate qu'il n'y a sur la table qu'une seule proposition pour sortir de la crise syrienne, c'est celle que fait le président Macron, demandant à ceux qui se retrouvent autour de la Russie, à ceux qui se retrouvent autour de la coalition, de se mettre ensemble pour définir un agenda de sortie de crise qui permettra d'abord de régler la question humanitaire, mais aussi la question politique.

Q - Theresa May a annoncé que son gouvernement boycotterait la coupe du monde de football qui commence le 14 juin en Russie, Emmanuel Macron y sera-t-il ?

R - Je ne sais pas quel est l'agenda d'Emmanuel Macron même si je sais qu'il aime beaucoup le football. La question sur la Russie est simple.

Q- Doit-il y être ?

R- La question ne se pose pas comme ça.

La Russie est-elle favorable à ce que l'on entre dans un processus de négociation sur les grandes crises du moment ? Nous avons, avec la Russie, beaucoup de désaccords. Je crois que le président Macron et le président Poutine seront amenés à en parler demain et après-demain. Nous avons un désaccord sur l'Ukraine, sur des procédures d'intimidation, sur des procédures

d'ingérence, nous avons un désaccord sur le chimique. Bref, il faut avoir avec la Russie un dialogue franc mais un dialogue exigeant. Mais nous avons aussi des intérêts. La Russie est un grand pays, un grand pays de notre environnement, la Russie peut être un partenaire. Il faut amener dans la discussion à ce que nous puissions avoir sur un certain nombre de sujets des positions communes sans pour autant cacher les désaccords importants que nous avons pu constater.

Q - Vous ne répondez pas à ma question sur le foot.

R - Si le problème est de savoir si l'on va ou non à la Coupe du Monde, c'est relativement secondaire.

Q - Ce serait un geste symbolique.

R- Oui mais avant il faut qu'il y ait des discussions...

Q- Donc, la décision n'est pas prise...

R - Absolument.

Q - L'Italie, pays fondateur de l'Europe, après tout le traité de l'Union européenne s'appelle le Traité de Rome, l'Italie s'apprête à nommer un gouvernement populiste anti-européen et anti-migrant, craignez-vous que ce nouveau gouvernement fragilise l'Union européenne ?

R - D'abord c'est le choix des Italiens, il doit être respecté. L'Italie est une démocratie, elle a fait un choix particulier, il y a un gouvernement aussi très particulier puisque c'est une espèce de conjonction des extrêmes qui va tenter de gérer. Je remarque quand même que le président de la République M. Mattarella n'a pas donné son accord encore à la composition de ce gouvernement...

Q - Il prend 24 heures de plus.

R - Il faut respecter le choix italien et travailler avec ce nouveau gouvernement, même si nous pouvons être préoccupés d'un certain nombre d'annonces. Il faudra travailler avec ce gouvernement en toute clarté, avec aussi les exigences que constituent le fait que l'Italie soit dans la zone euro, et j'ai remarqué d'ailleurs que les deux leaders, à la fois de la Ligue du nord et du Mouvement 5 Étoiles, n'avaient pas renoncé à la présence de l'Italie dans la zone euro, et que cela suppose des règles - il faudra travailler avec les Italiens pour voir comment on peut les mettre en oeuvre.

Q - Vous êtes inquiet, Monsieur le Ministre des affaires étrangères ?

R - Je suis inquiet globalement.

Q - Pour l'Italie ?

R - Je suis inquiet pour l'ensemble des crises qui s'accumulent dans le monde, à la fois la crise transatlantique qui a été évoquée tout à l'heure, à la fois la crise au Moyen-Orient et au Proche-Orient plus la crise européenne, tout cela fait une situation où il faut garder son sang-froid./.